

Brochure n° 3018

**Convention collective nationale**

IDCC : 1486. – **BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,  
CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**

---

■ *Journal officiel* du 17 mars 2010

**Arrêté du 10 mars 2010 portant extension d'un avenant à un accord  
conclu dans le cadre de la convention collective nationale des  
bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils,  
sociétés de conseil (n° 1486)**

NOR : MTST1006842A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 13 avril 1988 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 14 octobre 2009, portant extension de la convention collective nationale  
des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et des socié-  
tés de conseil du 15 décembre 1987 et de textes la complétant ou la modi-  
fiant ;

Vu l'avenant n° 4 du 15 juillet 2009 à l'accord sur la prévoyance du  
27 mars 1997 conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 17 octobre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective,  
sous-commission des conventions et accords, recueilli lors de la séance du  
4 mars 2010,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale  
des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et des socié-

tés de conseil du 15 décembre 1987 modifiée, les dispositions de l'avenant n° 4 du 15 juillet 2009 à l'accord sur la prévoyance du 27 mars 1997 conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/38, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>).